

## Les médias Belges et " l'Etat social actif" : genèse, reproduction et diffusion du nouveau sens commun socio-économique

Geoffrey Geuens

Geuens Geoffrey. Les médias Belges et " l'Etat social actif" : genèse, reproduction et diffusion du nouveau sens commun socio-économique. In: Quaderni. N. 45, Automne 2001. Figures du journalisme : critique d'un imaginaire professionnel. pp. 19-28.

[Voir l'article en ligne](#)

### Avertissement

L'éditeur du site « PERSEE » – le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation – détient la propriété intellectuelle et les droits d'exploitation. A ce titre il est titulaire des droits d'auteur et du droit sui generis du producteur de bases de données sur ce site conformément à la loi n°98-536 du 1er juillet 1998 relative aux bases de données.

Les oeuvres reproduites sur le site « PERSEE » sont protégées par les dispositions générales du Code de la propriété intellectuelle.

#### Droits et devoirs des utilisateurs

Pour un usage strictement privé, la simple reproduction du contenu de ce site est libre.

Pour un usage scientifique ou pédagogique, à des fins de recherches, d'enseignement ou de communication excluant toute exploitation commerciale, la reproduction et la communication au public du contenu de ce site sont autorisées, sous réserve que celles-ci servent d'illustration, ne soient pas substantielles et ne soient pas expressément limitées (plans ou photographies). La mention Le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation sur chaque reproduction tirée du site est obligatoire ainsi que le nom de la revue et- lorsqu'ils sont indiqués - le nom de l'auteur et la référence du document reproduit.

Toute autre reproduction ou communication au public, intégrale ou substantielle du contenu de ce site, par quelque procédé que ce soit, de l'éditeur original de l'oeuvre, de l'auteur et de ses ayants droit.

La reproduction et l'exploitation des photographies et des plans, y compris à des fins commerciales, doivent être autorisés par l'éditeur du site, Le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation (voir <http://www.sup.adc.education.fr/bib/>). La source et les crédits devront toujours être mentionnés.

## LES MÉDIAS BELGES ET L'ÉTAT SOCIAL ACTIF" genèse, reproduction et diffusion du nouveau sens commun socio-économique

GEOFFREY GEUENS

"L

*a presse ne crée pas l'idéologie. Elle n'y participe qu'en la répercutant"*

Nicolas Will, *Essai sur la presse et le capital.*

Depuis plusieurs mois, un concept, présenté comme "original" et tout à fait "révolutionnaire", semble faire l'unanimité des élites mondialisées. Il s'agit de l'"activation des politiques d'emploi". Si le concept alimente d'innombrables discours, des instances politiques de l'Union aux organismes économiques internationaux, en passant par les structures syndicales et patronales européennes, il est aussi devenu, en quelques mois, la formule incontournable du discours journalistique socio-économique. Toutefois, afin d'échapper à *"l'image trop courante du complot et en suggérant une plus grande complexité des mécanismes à l'œuvre"*, nous serons conduits *"à mettre à distance le présupposé d'une pensée unique homogène"* pour retracer, dans un premier temps, les grandes lignes structurant le système de relais ayant abouti à l'émergence sur la scène publique d'une problématique controversée : celle de la pénalisation de la misère, "activation des allocations sociales" dans le jargon technocratique, dont l'ESA n'est qu'une formulation parmi d'autres. Il conviendra, dans un second temps, de dépasser les fondements politiques et

*Assistant à l'Université de Liège  
Section Information et Communication*

doctrinaux les plus immédiats de l'ESA pour remonter jusqu'à sa genèse (très souvent masquée par le discours de la presse belge) et terminer par ce qui constitue l'objet même de cet article : l'analyse du rôle de la presse belge dans la prise en charge du nouveau sens commun socio-économique. Un moyen parmi d'autres d'étudier la spécificité des médias dans le dispositif d'encadrement idéologique.

Si, comme le rappelle Frédéric Lebaron, c'est dans l'analyse de "*leur mode de production, de reproduction et de diffusion que l'on peut comprendre comment les croyances économiques deviennent des forces collectives, agissantes, des faits sociaux*"<sup>2</sup>, force est de constater qu'il est très souvent délicat de procéder au repérage systématique des influences exercées par l'un ou l'autre *think tank* ou intellectuel dans le processus de construction, d'imposition et de légitimation d'une "nouvelle" doctrine appelée à devenir dominante. Les choses sont rendues d'autant plus complexes et malaisées que les dirigeants politiques sont portés, parce qu'il y va de leur intérêt et parfois même de leur survie, à minorer l'influence qu'ils ont subi et parallèlement, à majorer, par médias interposés, leur responsabilité dans l'émergence de nouveaux concepts. L'ESA, on le verra, n'échappe pas à la règle. Ainsi,

en Belgique, la déclaration de politique générale du Premier Ministre, Guy Verhofstadt, fait-elle mention d'un "État social actif" (ESA) présenté comme l'"invention" de Frank Vandebroucke, l'actuel Ministre des Affaires sociales du gouvernement "arc-en-ciel".<sup>3</sup>

Pourtant, ici aussi, seule l'hypothèse d'un essaimage intellectuel, se traduisant par la mise en "résonance" d'idées ayant acquis, à un moment de leur développement historique, un "halo commun"<sup>4</sup>, est à même de rendre compte de l'enthousiasme des médias belges sur lequel nous reviendrons ultérieurement. Ainsi, dans ce qui va suivre, nous tenterons de recouper entre elles des pensées analogues, sans que ces croisements postulent une stricte identité et imposent l'idée d'une "pensée unique" parfaitement cohérente.

## REPRODUCTION

Dans la presse belge, la formule d'"État social actif" est présentée comme l'invention du socialiste flamand Frank Vandebroucke. Celui-ci est, en effet, à l'origine de l'inscription du concept au cœur de la déclaration de politique générale. Son dernier livre, *À la recherche d'une utopie raisonnable. L'État social actif en perspective*<sup>5</sup> se présente d'ailleurs



comme une première théorisation de la notion.

Afin de parer au mécanisme consistant à masquer les conditions de production d'une pensée dans une "naturalisation"<sup>6</sup> fallacieuse ou, encore, dans une individualisation forcée, nous allons, dès à présent, revenir sur le contexte ayant présidé à l'émergence du concept d'ESA dans le champ intellectuel et politique belge.

Issu d'un milieu chrétien petit-bourgeois, diplômé en économie des universités de Louvain (Belgique) et de Cambridge (Grande-Bretagne), Frank Vandembroucke entame sa carrière politique dans les années 80. Membre du bureau politique du SAP (organisation flamande trotskiste), il passe, très rapidement, au SP (Parti Socialiste flamand, social-démocrate) dont il est le président de 1989 à 1994. Après avoir occupé le poste de Ministre des Affaires étrangères, il est rattrapé par une affaire de corruption touchant son parti. C'est le moment que choisit alors Frank Vandembroucke pour partir en Angleterre. Une double rencontre, capitale pour l'avenir, a lieu : d'un côté, sur le plan intellectuel, rencontre avec le "libéralisme solidariste" de John Rawls ; de l'autre, sur un plan politique, rencontre avec le

travailleisme britannique, alors en pleine "modernisation" sous la direction de Tony Blair. Ces deux événements majeurs constituent, assurément, les origines les plus directes de l'ESA.

À peine arrivé en Angleterre, Vandembroucke entreprend une thèse à l'Université d'Oxford. Portant sur la justice sociale et l'éthique individuelle, intitulée *Social Justice and Individual Ethics in an Open Society. Equality, Responsibility and Incentives*<sup>7</sup>, celle-ci condense les acquis les plus récents de ce haut-lieu de la philosophie contemporaine. Parmi les spécialistes de cette pensée anglo-saxonne, on retrouve, à l'époque, un certain Philippe Van Parijs. Jouissant d'une renommée internationale, disciple de Rawls et de sa théorie de la justice, Van Parijs est Docteur en philosophie de l'Université d'Oxford mais aussi Docteur en sociologie de l'Université Catholique de Louvain (UCL). Là où, précisément, Vandembroucke obtint, on l'a dit, une licence en économie. Actuel président de la chaire Hoover (Éthique économique et sociale) à l'UCL, Van Parijs est l'auteur de nombreux ouvrages<sup>8</sup>. Il vient, entre autres, de rédiger un article préparatif au projet PAI P4/32 des services du Premier ministre portant sur la "nouvelle question sociale". Une étude qui devrait, sans nul doute, intéresser l'actuel Ministre

des Pensions et des Affaires sociales, qui n'est autre que Frank Vandebroucke lui-même. Une première version est parue dans la revue française *Mouvements*<sup>9</sup>. L'article se veut, entre autres, une hymne à l'"activité" qu'accompagne une justification des inégalités sociales. Rejetant l'égalitarisme, qu'il juge "simpliste", Van Parijs en appelle, reprenant le langage rawlsien, à un "maximin soutenable" divergeant *"notablement de l'égalité, du fait qu'il doit tenir compte, dans l'intérêt même des plus démunis, de l'effet positif que des inégalités peuvent avoir sur l'incitation à travailler"*. Des théories les plus conservatrices, définissant l'assistance publique comme un dispositif *"d'inculcation de la vertu à ceux qui s'en sont écartés par la fainéantise, l'intempérance, la prodigalité, l'imprévoyance"*, Van Parijs prend soin de ne pas trop prendre distance. Au contraire, il y recèle un élément précieux : *"il ne peut y avoir de redistribution équitable qui ne fasse place à la responsabilité individuelle"*.

À l'heure où Vandebroucke entre probablement en contact avec cette philosophie sociale d'inspiration anglo-saxonne, d'autres ont déjà décidé de l'instrumentaliser à des fins politiques. Tony Blair, devenu président des

travailleurs en 1995, a entrepris la modernisation de son parti<sup>10</sup>. Le renouvellement idéologique, placé sous la houlette d'Anthony Giddens, s'appuie sur les travaux du philosophe thatcherien ultra-conservateur, passé au radical-blairisme, John Gray (pour le versant relatif aux politiques policières) mais également sur les thèses de Rawls concernant la justice sociale et, plus particulièrement, la théorie des inégalités bienfaitrices. À cette même époque, Vandebroucke adhère au Labour Party. Lorsqu'il revient en Belgique, il travaille alors activement, en coulisse, au rapprochement du "socialiste libéral" Tony Blair avec le "libéral social" Guy Verhofstadt. Pour son parti, dont il reste l'un des ténors, les apports du blairisme permettront, là aussi sous couvert de "modernité", de justifier la rupture définitive avec toute la tradition sociale-démocrate flamande : le SP affichera publiquement son adhésion au néo-libéralisme tout en "musclant" son discours sur les problématiques de l'immigration et de la sécurité.

Si le nouveau Ministre des Affaires sociales continue à présenter publiquement le concept comme "son" invention, il ne masque pas pour autant systématiquement ses influences. Son dernier livre se veut, en effet, une invitation au dialogue avec les



œuvres de Giddens, Gray, Rawls et Van Parijs. Dans cet ouvrage, Vandembroucke définit l'ESA comme suit : selon l'expression convenue de "crise" de l'État-Providence, *"il convient autant que possible de supprimer ou de corriger les mécanismes de l'actuel système de sécurité sociale qui découragent les gens au lieu de les encourager à être actifs, de façon à ce que le filet de protection sociale ne constitue plus un piège à l'emploi"*<sup>11</sup>.

Si l'ESA apparaît donc bien comme l'un des points de convergence de la "nouvelle" droite avec la gauche "moderne" flamande (laquelle s'alimente largement au blairisme), on doit aussi souligner l'apport des formations francophones belges dans l'émergence du concept sur la scène politique. Ici aussi, l'alignement idéologique du Parti Socialiste (social-démocrate) sur le libéralisme "social" du PRL (Parti Réformateur Libéral) a participé de la convocation d'une thèse commune : celle de la "passivité" supposée de l'État-Providence classique.

Deux ouvrages, parus à un an d'intervalle, sont à cet égard emblématiques. *Aujourd'hui le futur*<sup>12</sup>, sorti en 1997, est l'œuvre du président du Parti Socialiste, Philippe Busquin. Dans le chapitre consacré à "la question sociale", il affirme :

*"il nous appartient de prendre en main les rênes de cette transformation par laquelle, selon l'expression retenue par Fitoussi et Rosanvallon, un État passif providence deviendra un État actif providence"*<sup>13</sup>. Consacrant ces mêmes intellectuels médiatiques, le PRL soulignera, lui aussi, la nécessité du passage à un "État actif-providence"<sup>14</sup>. Les choses ne se feront pas attendre : trois ans plus tard, le Sommet pour l'Emploi de Lisbonne devait sacrifier, officiellement, l'État-Providence à l'ESA. À la recherche d'une caution intellectuelle, les principaux dirigeants de l'Union invitèrent pour l'occasion Giddens et Fitoussi<sup>15</sup> à venir réfléchir sur l'avenir du modèle social européen.

## GENÈSE

Les différents agents décrits ci-dessus, dont les réflexions entrèrent en résonance, constituent bien les principaux maillons d'une chaîne de relais ayant abouti, à la fin des années 90, à l'émergence sur la scène publique belge du concept d'ESA. Ils ne constituent pas, pour autant, les véritables fondements idéologiques du concept. Une autre genèse, masquée aussi bien par le discours de la presse belge que par les principaux protagonistes, fait remonter la pénalisation de la misère sociale au conservatisme américain des années 80 et,

bien plus loin encore, à la pensée pré-démocratique réactionnaire telle que la définit Albert Hirschman.

Depuis 1997, la Grande-Bretagne vit, on le sait, sous le régime du "New Deal" de Tony Blair. Ce programme socio-économique, officialisant la remise au travail forcé, s'inspire, comme l'a montré Keith Dixon, du concept de "culture de la dépendance", emprunté aux néo-conservateurs américains. Au centre des réflexions travaillistes, le livre de Charles Murray, *Losing Ground*<sup>16</sup>. Ouvrage le plus marquant des années 80 dans le domaine de la dénonciation morale de l'État-Providence aux États-Unis, celui-ci avance l'idée selon laquelle les allocations sociales encourageraient les pauvres à la paresse. Cet axiome, cher à la troisième voie sociale-libérale, en appelle deux autres : l'abolition du droit d'assistance et l'institution du salariat sous-payé en obligation civique. C'est ainsi que naquit le programme *Welfare to Work* dont "les néo-travaillistes se défendent de copier le modèle américain, *Workfare*, même si les ressemblances, jusque dans le vocabulaire utilisé, n'ont échappé à aucun commentateur"<sup>17</sup>. Un "Workfare" instauré par William Clinton en 1996 et qui, selon Theodor Lowi, s'inspire largement du "*Welfare state conservateur : la*

*stigmatisation comme moyen de transformer l'aide sociale en un instrument national d'éducation morale*"<sup>18</sup>.

Ce "Welfare state" conservateur, ancêtre de l'ESA, n'avait pourtant, lui aussi, rien d'original. Dès le milieu des années 70, les organismes internationaux, parmi lesquels l'OCDE<sup>19</sup>, ne cessent, en réponse à la "crise" du keynésianisme, d'exiger la mise en place de "politiques actives" remplaçant des "politiques passives" (essentiellement l'indemnisation du chômage et les retraites anticipées) jugées inefficaces. Au niveau belge, le sociologue Mateo Alaluf<sup>20</sup> repère même, dès les années 30<sup>21</sup>, des mesures "actives" en matière d'emploi, ne différant des pratiques actuelles que par le fait qu'elles ne sont pas nommées telles qu'elles. Quant à l'affirmation selon laquelle "*l'aide aux pauvres ne sert qu'à aggraver la pauvreté – autrement dit, la thèse de l'effet pervers*"<sup>22</sup>, décrite par Albert Hirschman, elle s'inscrit dans le cadre de la "*philosophie libérale pré démocratique des droits naturels et renoue avec le vieux thème des inégalités créatrices et le darwinisme social*"<sup>23</sup>. L'historien marxiste Stuart Hall, quant à lui, analyse cette criminalisation de la pauvreté comme le retour de la vieille distinction, opérée par l'Angleterre puritaine et punitive du XIX<sup>e</sup> siècle, entre

les pauvres “méritants” et les autres<sup>24</sup>.

Autant dire que l’ESA, que ce soit sur le plan de la théorie ou de la *praxis* politique, n’a rien de “progressiste” et ne peut, sauf à manquer cruellement de discernement, être marqué du sceau de l’originalité.

## DIFFUSION

Revenons à présent sur notre interrogation de départ. Quel rôle la presse belge joue-t-elle dans la prise en charge de ce nouveau sens commun socio-économique ? Cette nouvelle pensée “forte”, consensuelle et dominante, les médias belges, on va le voir, l’expriment, la relayent et, dans le meilleur des cas, la popularisent pour l’opinion publique. Encore faut-il discerner les mécanismes argumentatifs, discursifs et rhétoriques à l’œuvre. Ces différents aspects s’épaulant les uns les autres, on s’attachera moins à les analyser chacun indépendamment qu’à discerner les enchaînements des principales lignes de force se dégageant du discours journalistique.

Pour que l’imposition d’une nouvelle croyance soit efficiente, une condition essentielle est d’abord que celle-ci puisse apparaître comme relevant du “bon sens”<sup>25</sup>. Pour ce faire, les médias belges concrétisent

ou, plus exactement, donnent corps au consensus virtuel des partenaires sociaux : État, organisations patronales et appareils syndicaux. Ainsi, lorsque la presse belge n’affirme pas que les syndicats souscrivent “à l’idée de développer l’État social actif” (*Le Soir*, 28 février 2000), ouvre-t-elle ses colonnes à l’Administrateur délégué de la FEB (Fédération des Entreprises de Belgique), lequel confirme que si l’État social actif est “intéressant”, encore faut-il “mettre plus de gens au travail mais mettre moins l’accent sur les allocations et plus sur les responsabilités des gens” (*Le Matin*, 14 septembre 2000). Ce discours, comme l’a montré Alaluf, s’appuie sur une rhétorique déterminée : celle qui oppose, bloc à bloc, les termes d’“actif”, d’“activation” et d’“activité”, connotés positivement, à leurs antagonistes “passif” et “passivité”, connotés négativement. L’ESA devient ainsi “l’antidote de l’État providence dont les allocations auraient, dit-on, entraîné à la passivité et à l’oisiveté” (*Le Soir*, 18 mars 2000). Les chômeurs de longue durée, destinés à être “activés”, deviennent alors en toute logique des “exclus” dont la situation “demeure toujours en résonance avec les propriétés négatives attachées à ceux qui en sont les victimes”<sup>26</sup>.

Mais l’argument du “bon sens” peut aussi



se traduire par l'apparence de neutralité qu'incarne le discours de l'expertise, de l'institution et du technocrate. C'est ainsi que, lorsqu'elle évoque le Ministre Vandembroucke, lequel fait souvent figure d'inventeur de l'ESA, la presse belge passe souvent par un titre : "Professeur", "Docteur" ou, mieux encore, "diplômé d'Oxford".

Cette personnalisation d'une pensée, dégagée de tout contexte idéologique, politique et économique, on l'a dit, fait l'impasse sur les conditions réelles de production de la doctrine. Si les médias belges reconnaissent publiquement que la nouvelle vulgate est *"la traduction, façon SP, de la théorie de Tony Blair, mais revue et corrigée"* (*Le Soir*, avril 2000), que la formule correspond au *"slogan lancé par Tony Blair"* (*Le Soir*, 18 mars 2000) ou encore, que *"la troisième voie blairiste correspond à la notion d'État social actif"* (*Le Matin*, 1<sup>er</sup> décembre 1999), il n'est jamais fait mention de la genèse réactionnaire de la notion. Au contraire, on disserte volontiers sur une *"nouvelle synthèse qui se dessine"*, celle de *"l'État social actif"* (*Le Soir*, 24 février 2000). Cette "nouvelle synthèse" est alors donnée pour une conception originale de l'État-Providence alors même qu'elle est en rupture radicale avec toute la tradition

sociale-démocrate européenne. L'ESA est présenté dans la presse belge comme un double "compromis". Tout d'abord entre libéraux sociaux et socialistes "modernes", comme l'idée majeure d'une "troisième voie" dépassant le clivage gauche/droite, alors même que cette pensée condense en son sein les apports conservateurs du réalisme libéral et du moralisme chrétien. Ensuite, comme la tentative, née d'une volonté politique, de combiner deux éléments considérés comme irréductibles, la solidarité et la propriété, fussent-ils historiquement et organiquement liés.

Peu importe, ce qui fait l'essentiel de la force de l'ESA, c'est sa capacité à se présenter comme *"un langage politique non marqué politiquement"*, se caractérisant, dirait Bourdieu, *"par une rhétorique de l'impartialité, marquée par les effets de symétrie, d'équilibre, de juste milieu"*<sup>27</sup>. Le plus grand quotidien belge n'a-t-il pas affirmé *"qu'il n'y a pas de droits sans devoirs, de chances d'insertion sans responsabilités à assumer"* (*Le Soir*, 23 février 2000). Traduction médiatique s'il en est du "On n'a rien sans rien", de ce "règne de l'équivalence"<sup>28</sup> qui sied si bien à cette classe moyenne centriste, à cette petite-bourgeoisie *niniste* avec laquelle tend à se confondre, comme ailleurs, l'élite journalistique belge.

## N · O · T · E · S

1. Club Merleau-Ponty, *La Pensée confisquée. Quinze Idées reçues qui bloquent le débat public*, Paris, La Découverte, 1998, p. 7.
2. Lebaron Frédéric, *La Croyance économique. Les Économistes entre science et politique*, Paris, Seuil, coll. "Liber", 2000, p. 7.
3. Depuis les élections législatives de juin 1999, la Belgique est dirigée par un gouvernement de coalition regroupant libéraux, sociaux-démocrates et écologistes. Baptisé "arc-en-ciel", ce gouvernement a pour Premier Ministre le libéral flamand, M.Guy Verhofstadt. Chaud partisan de la "nouvelle droite" thatchérienne dans les années 80, ce dernier assume, aujourd'hui, l'héritage, déjà très convoité, de la troisième voie sociale-libérale dont le travailliste britannique, M.Anthony Blair se présente volontiers comme le père fondateur.
4. Sur ces mécanismes de résonance, lire Club Merleau-Ponty, *La Pensée confisquée. Quinze Idées reçues qui bloquent le débat public*, Paris, La Découverte, 1998.
5. Vandembroucke Frank, *Op Zoek naar een redelijke utopie. De actieve welvaartstaat in perspectief*, Louvain, Garant, 2000.
6. Barthes Roland, *Mythologies*, Paris, Seuil, 1957.
7. *Social Justice and Individual Ethics in a Open Society. Equality, Responsibility and Incentives*, édité dans "Studies in Economic Ethics and Philosophy", Springer Verlag, Berlin.
8. Van Parijs Philippe, *Qu'est-ce qu'une société juste ?*, Paris, Seuil, 1991; *Real Freedom for All What (if anything) Can justify Capitalism ?*, Oxford, Oxford University Press, 1995 ; *Sauver la solidarité*, Paris, Editions du Cerf, 1996.
9. Van Parijs Philippe, "Philosophie de la fiscalité pour une économie mondialisée", dans *Mouvements*, 9/10, mai-juin-juillet-août 2000, pp. 90-99. Une version plus développée est parue dans le *Bulletin de documentation du ministère des Finances*, Bruxelles, 60 (2), 2000.
10. Lire à ce sujet, Dixon Keith, *Un digne héritier*, Paris, Liber, 2000.
11. Idem, p. 153.
12. Busquin Philippe, *Aujourd'hui le futur*, Bruxelles, Quorum, 1997.
13. Idem, p. 73.
14. Parti Réformateur Libéral, *Rendre confiance*, Bruxelles, Luc Pire, 1996, p. 137.
15. Sur les *think tanks* français (Fondation "Saint-Simon", Revue "Esprit" etc.) et, plus particulièrement, sur le rôle de Pierre Rosanvallon et Jean-Paul Fitoussi dans le rapprochement de la droite "modérée" avec la gauche réformatrice "pragmatique", on lira Duval J., Gaubert C., Lebaron F., Marchetti D., Pavis F., *Le "Décembre" des intellectuels français*, Paris, Liber, 1998.
16. Murray Charles, *Losing Ground : American Social Policy, 1950-1980*, New York, Basic Books, 1984.

17. Dixon Keith, *Un digne héritier*, Paris, Liber, 2000, p. 96.
18. Lowi Theodor J., "Avant le conservatisme et au-delà. Les idéologies et la vie politique américaine dans les années 1990", dans *Revue française de science politique*, n°5, vol.40, 1990, pp. 669-697.
19. À ce sujet, lire Piscart Eric, *L'OCDE face à son discours social. Sens et évolution*, Université de Liège, Faculté de Droit-Département de Sciences Politiques, 2000.
20. Alaluf Mateo, *Dictionnaire du prêt-à-penser. Emploi, protection sociale, immigration. Les mots du pouvoir*, Bruxelles, EVO, 2000.
21. On peut citer ainsi la réquisition des chômeurs, les mesures de réadaptation professionnelle, et les mesures contre l'"inaction" des jeunes chômeurs comme par exemple les centres de travail pour jeunes chômeurs. Lire à ce sujet, Vanthemsche G., *Le Chômage en Belgique de 1929 à 1940*, Bruxelles, Labor, 1994.
22. Hirschman Albert O., *Deux Siècles de rhétorique réactionnaire*, Paris, Fayard, 1991, p. 221.
23. idem, p. 321.
24. *Marxism Today*, numéro spécial de la revue "euro-communiste" sur le blairisme, novembre-décembre 1998.
25. Lebaron Frédéric, *La Croyance économique. Les Économistes entre science et politique*, Paris, Seuil, coll. "Liber", 2000.
26. Boltanski Luc et Chiapello Eve, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 2000, p.435.
27. Bourdieu Pierre, *Ce que parler veut dire*, Paris, Fayard, 1982, p. 155.
28. Caillé Alain, "On a rien sans rien. Au-delà du règne de l'équivalence", dans Club Merleau-Ponty, *La Pensée confisquée*, Paris, La Découverte, 1998, pp. 17-32.